

SYSTÈME NATIONAL D'INVENTAIRE DES GAZ À EFFET DE SERRE

CAS DU GABON

Par Rodrigue ABOUROU et Leatitia MAGOULOU

La Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

- Les fondements d'une action internationale concertée visant à atténuer les CC et à s'adapter aux incidences qu'ils entraînent
 - Ses dispositions traduisent une vision à long terme et étroitement liées à la notion de développement durable
 - Un instrument quasi universel = + 191 parties
- « **L'Objectif ultime de la Convention** (...) est de stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à un niveau qui permettrait d'éviter une perturbation anthropique dangereuse pour le système. Des niveaux de concentrations devraient être atteints suffisamment à l'avance pour que :
- (i) les écosystèmes s'adaptent naturellement aux changements climatiques
 - (ii) la production alimentaire ne soit pas menacée, et
 - (iii) un mode développement économique durable soit promu... »

Les obligations des Parties

Les articles **4, 5, 6 et 12** de la CCNUCC décrivent d'une manière générale les obligations et les opportunités définies par cette convention.

Les parties en voie de développement

Les Communications Nationales = *principale obligation des parties non annexe 1*

- Inventaire national des émissions des Gaz à Effet de Serre (GES) et de leur absorption par des puits ;
- Options d'atténuation des émissions des GES ;
- Programmes nationaux d'adaptation aux impacts des changements climatiques;
- Initiatives nationales en relation avec les dispositions de la CCNUCC ; projets.

Le Gabon et la CCNUCC

Quelques dates et actions



- Signature de la CCNUCC le 12 juin 1992
- Ratification de la CCUNCC le 21 janvier 1998
- Réalisation de la communication nationale initiale 2003
- Ratification du Protocole de Kyoto en 2006
- Seconde communication nationale sur les changements climatiques (début : 27 septembre 2008) en cours de validation

Le Gabon et la CCNUCC

Quelques actions

- Création du Conseil National sur les changements climatiques le 22 avril 2010
objectif principal: l'élaboration du **Plan Climat National** ;
- Soumission du R-PIN le 15 mai 2008: éligibilité du Gabon au fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier de la Banque Mondiale (FCPF).
- Réalisation des études scientifiques sur le stock de carbone forestier: études financées par les fondations Moore et Packard.
- Création de l'Agence Gabonaise d'Observation et d'Études Spatiales pour le suivi de l'évolution du couvert forestier ;
- Inventaire et évaluation des projets MDP par l'Autorité Nationale Désignée ;
- Intégration dans le nouveau Code de l'Environnement des questions liées aux climats.

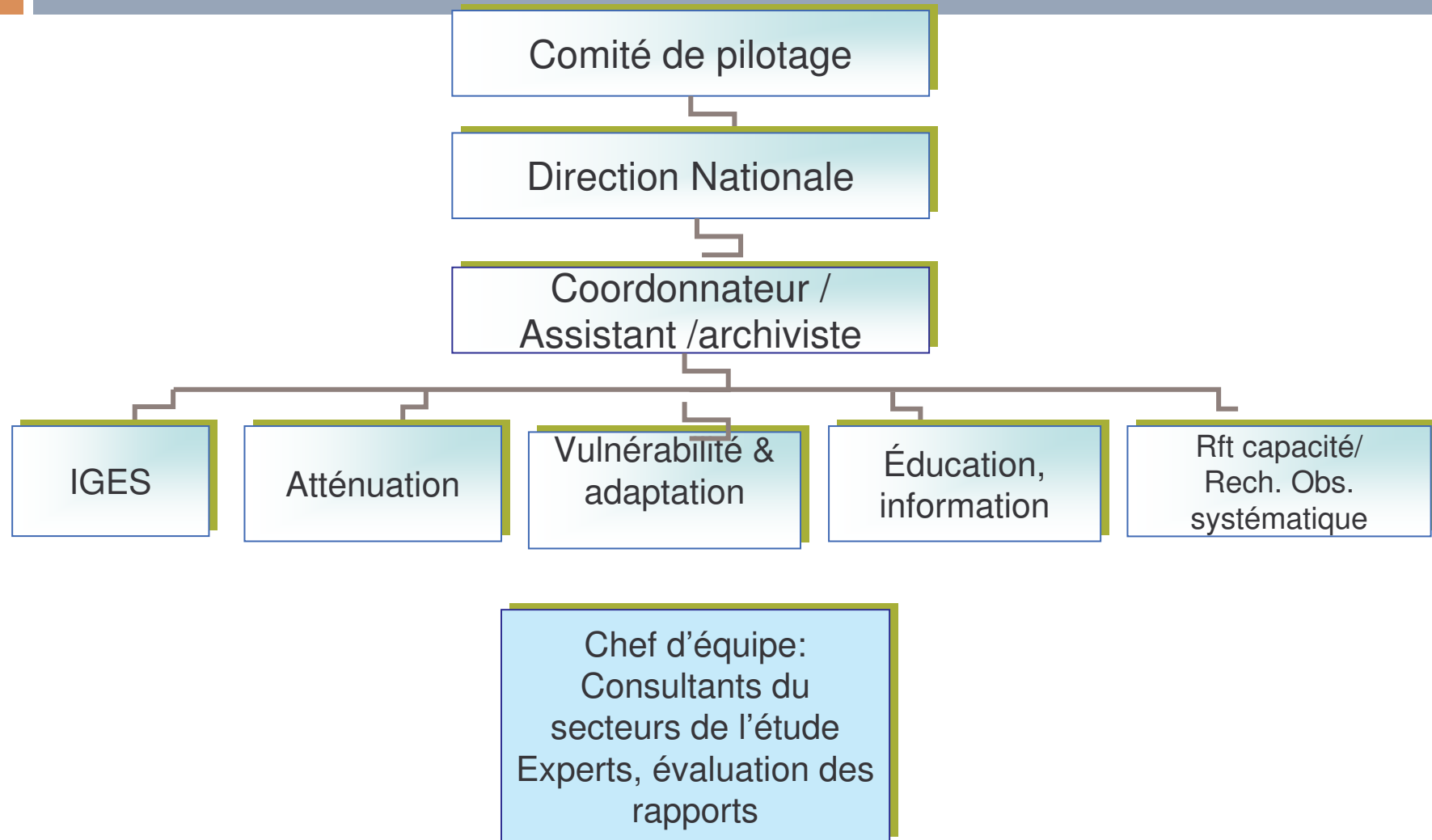
Le Gabon et la CCNUCC

Quelques actions

- Création de l'Agence Gabonaise d'Observation et d'Études Spatiales pour le suivi de l'évolution du couvert forestier ;
- Finalisation de la Seconde Communication Nationale sur les changements climatiques ;
- L'Autorité Nationale Désignée pour le mécanisme de développement propre est en voie d'inventorier et d'évaluer des projets ;
- Le projet du nouveau Code de l'Environnement et du Développement Durable accorde une place importante aux questions de climat. Et son examen a commencé au sein du Conseil d'État;
- Soumission au Secrétariat de la Convention des actions d'atténuation dans les secteurs FORÊT, ENERGIE et TRANSPORT.

Le Gabon et le système national d'IGES

Stratégie de gestion des Communications Nationales



Le Gabon et le système national d'IGES

Stratégie de gestion des Communications Nationales

- Mise en place d'une coordination pour la gestion de la communication nationale
- Élaboration de terme de référence pour le recrutement des experts et les objectifs à atteindre
 - ▣ Recrutement de spécialistes par secteur d'activité
 - ▣ Formation de mise à niveau par le biais d'experts internationaux
 - ▣ Choix d'un responsable pour chaque équipe

Les Inventaires de gaz à effet de serre



- CCNUCC stipule a niveau de son article 12.1(a) que chacune des Parties communique à la COP « *un inventaire national des émissions anthropiques par ses sources, et de l'absorption de ses puits, de tous les gaz à effet de serre non réglementés par le protocole de Montréal,...* ».

Les Inventaires de gaz à effet de serre



Absence de législation nationale dans le cadre des inventaire de Gaz à effet de serre



Recommandations du GIEC : le système d'inventaire des GES se base sur les directives 1996 révisées

Acteurs impliqués



- Administrations Publics: énergie, mines, hydrocarbures, agriculture, eaux et forêts, enseignement supérieure et recherche, économie, Industrie...
- Secteur privé: pétroliers, forestiers, les industries agro-alimentaires,...
- GEF : bailleur de fond des IGES
- Pays : Contrepartie financière

Structures opérationnelles

- Secteur foresterie:
 - ▣ une unité opérationnelle a été créée au sein de la Direction Générale des Eaux et Forêts;
- Secteur Agriculture:
 - ▣ une unité opérationnelle a été créée au sein de la Direction Générale de l'Agriculture;
- Secteur Energie:
 - ▣ une unité opérationnelle a été créée au sein de la Direction Générale de l'Energie;
- Secteur Déchets et Procédés Industriels :
 - ▣ Une unité opérationnelle a été créée au sein des Directions Générales de l'Industrie et de l'Environnement;
- ▣ Au niveau de chaque secteur des personnes ressources ont été consultées dans le privé...

Relations fonctionnelles

- Ces différentes unités ne sont malheureusement que temporaires et sont mises en place en fonction des communications nationales
- Il n'y a pas d'échange en tant que tel entre les différentes unités opérationnelles
- Elles n'ont aucune autonomie dans la prise de décisions ou encore pour la recherche d'information; elles doivent passer par l'intermédiaire du coordonnateur national
- Les finances sont gérées par l'unité de gestion de l'IGES

Relations fonctionnelles



- ▣ Le Directeur Nationale de Projet est chargé de la facilitation de la mise en oeuvre du projet. C'est un fonctionnaire qui représente l'Administration de l'Environnement dans le projet ;
- ▣ Il se réfère aux unités fonctionnelles pour l'échange de donnée ou d'expertises, à travers le coordonateur nationale de projet ;
- ▣ C'est lui qui recrute les consultants et signe leurs contrats.

Relations fonctionnelles



- ▣ De manière hiérarchique les consultants échangent avec les Team Leaders, les Teams Leaders rendent compte au Coordonateur qui lui, rend compte au Directeur Nationale ;
- ▣ Pour la prise de décision et l'arbitrage, le DNP soumet les données et/ou conclusions au comité de pilotage.

Relations administratives



- Toutes les unités appartiennent aux administrations publiques ;
- Elles travaillent en étroite collaboration avec la direction nationale du projet pour l'acquisition des informations sollicitées en tenant compte des exigences et des lignes directrices du GIEC.

Évaluation économiques d'IGES

- Gestion de l'équipe : 90 000\$
- Formation et apprentissage : 10 000\$
- Collecte des données et compilation : 85 000\$
- Assurance, contrôle et qualité des données : 10 000\$
- Ateliers de validation : 9 000\$
- Estimation 204 000\$

- Contrepartie 2011 (pour la finalisation de la CN) :
40 000\$

Difficultés

- La collecte des données (accès aux structures détentrices des données, la transparence, la reproductibilité et l'exactitude des données fournies, et parfois la confidentialité de certaines données à collecter) ;
- L'absence de facteurs d'émissions locaux ;
- L'archivage des données collectées ;
- La dispersion des sources de données.

Difficultés

- L'insuffisance des moyens techniques et les ressources financières disponibles pour réaliser le travail demandé ;
- La non identification de tous les acteurs impliqués ;
- Le manque de sensibilisation des acteurs impliqués (publics et privés) dans le domaine des IGES ;
- La non désagrégation des données pour se conformer au logiciel de calcul des GES du GIEC.



NOUS VOUS REMERCIONS !